
ICANN83 | Forum de politiques – ccNSO : séance sur l’actualité des ccTLD
Mercredi 11 juin 2025 – 10h45 à 12h15 CEST

CLAUDIA RUIZ

Bonjour et bienvenue à toutes, bienvenue à cette séance de la ccNSO sur les actualités ccTLD. Je serai le gestionnaire de la participation à distance pour cette séance, avec mes collègues. Cette session est enregistrée et régie par les normes de comportement attendues de l’ICANN ainsi que les règles anti-harcèlement de la communauté de l’ICANN.

Lors de cette séance, les questions et commentaires ne seront lus à voix haute que s’ils sont soumis dans la fenêtre questions et réponses. L’interprétation sera assurée en anglais, français et espagnol.

Si vous souhaitez prendre la parole, veuillez lever la main dans Zoom, lorsque vous serez appelé, les participants à distance auront le droit d’activer leur micro. Les participants sur place utiliseront un micro physique pour parler. Veuillez donner votre nom pour l’enregistrement et la langue dans laquelle vous allez vous exprimer si ce n’est pas l’anglais. Et veuillez parler à un rythme raisonnable pour permettre aux interprètes de travailler.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

Veuillez noter que le modérateur de cette séance s'exprimera en français. Je donne la parole à Souleymane, modérateur de la séance. Merci.

SOULEYMANE OUMTANAGA

Bonjour, je vais démarrer en anglais d'abord. Bonjour à tous, bienvenue à cette séance de l'ICANN83 sur les actualités sur les ccTLD. C'est un honneur pour moi d'animer cette séance qui s'annonce riche, dynamique et représentative de la diversité des registres de domaines de premier niveau.

Durant 90 minutes, nous aurons le privilège d'entendre 5 intervenants provenant de différentes régions du monde et qui partagent avec nous des initiatives concrètes, des approches innovantes et des réflexions stratégiques liées à la gestion de leur ccTLD respectif.

Quelques mots-clefs des discussions. Nous aborderons les leçons de gouvernances apprises par le registre australien, avec Alan Cameron, qui nous présentera une vision pragmatique de la gestion stratégique d'un ccTLD à fort impact. Ensuite, la région du Guatemala, .GT, avec Heidi Hernandez qui nous montrera comment les efforts ciblés de sa civilisation peuvent se traduire par une véritable croissance en matière d'enregistrement. Du côté de la Chine, avec Antonia Chu, nous reviendrons sur les procédures de sécurisation du .CN avec un focus sur la lutte contre les abus du DNS, sujet central à l'échelle mondiale. Puis nous irons en Corée du Sud pour parler des procédures de sécurisation du .CN. Boyoung

KIM expliquera les extensions au troisième niveau .KR pour présenter, une stratégie intéressante en matière de structuration de l'espace de nommage. Enfin, Charles Noir du Canada présentera CommunFI, initiative appuyée par les subventions de CIRA qui vise à diminuer la fracture numérique.

Voilà, nos conférenciers vont nous entretenir pendant 90 minutes. Chaque présentation durera 15 minutes, 12 minutes de présentation et 3 minutes d'échanges. Commençons avec Alan Cameron pour sa présentation.

ALAN CAMERON

Bonjour à toutes et à tous. Je saisis cette occasion de ma dernière participation, je vais réfléchir à la partie des 5 dernières années que j'ai passées au sein d'auDA. Ici, vous voyez l'évolution d'auDA depuis 1997. Vous voyez l'auDA est plus ancienne que l'ICANN.

Nous avons rencontré des difficultés dans la période 2018/2019. L'organisation était bien établie, mais elle a rencontré des difficultés de gouvernance. Depuis 2019 nous avons reconstruit auDA qui est devenue une organisation prospère.

Ici, vous voyez l'organisation d'auDA, c'est une organisation sans but lucratif qui a un conseil d'administration de 10 personnes et 5 000 membres. Elle intervient sous les auspices du gouvernement australien et a une relation tout à fait particulière avec l'ICANN. Et je sais qu'il n'y a que très peu d'accords de cette nature.

Donc je vais vous dire ce que j'ai trouvé quand je suis arrivé en novembre 2019. Il y avait eu un examen de la part du gouvernement australien concernant les enjeux de gouvernances. Il y avait des préoccupations concernant la gouvernance de l'organisation.

Un nouvel opérateur de registre a été instauré en juillet 2018 et de nouveaux statuts ont été mis en place en octobre 2018. Il y a eu donc des règles nouvelles relatives à l'accord de licence pour .AU.

Et, à la fin 2019, les relations avec les parties prenantes étaient détériorées. Donc lorsque le nouveau CA est arrivé, et j'ai eu l'occasion de le diriger, auparavant il n'y avait pas de directeur du CA, je suis devenu directeur sans avoir d'expérience dans ce secteur. Mais j'aime à avoir à relever les défis.

Je vais vous parler des problèmes de gouvernance et de la façon dont nous les avons traités. Le gouvernement a eu un rôle à jouer dans le processus de nomination. Le CA a été reconstitué, la majorité des membres du CA étaient indépendants et, actuellement, nous avons plus de 5 000 membres. Nous avons recruté un nouveau PDG, que certains d'entre vous ont déjà rencontré.

Rose-Marie a eu pour tâche de reconstruire et améliorer les relations. Non pas avec l'ICANN, mais avec le gouvernement australien et la communauté en Australie. Nous avons une nouvelle version de nos statuts et j'ai plusieurs choses à dire à ce sujet.

Nous continuons d'exiger que le CA soit constitué de membres indépendants, donc des bureaux d'enregistrement et des personnes qui investissent dans les noms de domaine. Actuellement, le CA est à 100 % indépendant.

Deuxièmement, bien que nous soyons une organisation sans but lucratif, nous devons avoir la capacité de fonctionner de façon indépendante. Et, ensuite, nous devons adhérer à un modèle de gouvernance multipartite.

Vous constaterez que nous avons fait tout cela depuis le mois de novembre 2019. Nous avons subi l'impact de la pandémie Covid en 2020. Heureusement, nous avons eu deux réunions en présentiel avant de basculer vers le virtuel. Ensuite, il y a eu le confinement. Le nouveau CA a eu pour tâche de diriger l'entreprise alors que nous nous connaissions à peine.

J'ai parlé du lancement de ces nouvelles règles d'accords de droits de licence qui sont entrées en vigueur en 2021. Cela veut dire que les enregistrements de .AU ont pu commencer en 2022. Cela a considérablement augmenté les demandes d'enregistrement de noms de domaine. Et nous sommes actuellement le principal pourvoyeur de domaines de premier niveau. Et le septième en ce qui concerne les domaines de premier niveau géographique.

L'appel d'offres pour les registres, en 2018, n'était plus en vigueur, donc nous avons dû recommencer en 2019. Nous l'avons fait de façon réussie. Et je voudrais souligner que nous avons connu quelques difficultés pour faire en sorte que les personnes qui

répondaient à l'appel d'offres tiennent compte des questions environnementales. Et je vous demande de tenir compte de cet aspect.

La planification stratégique. Nous aimons penser que nous avons une stratégie visionnaire et donc, actuellement, vous trouverez notre stratégie préliminaire sur notre site web. Le CA l'a adoptée, elle n'est pas encore sur notre site, elle n'est pas vraiment différente du projet préliminaire. Ma collègue, Sophie Mitchel, a présenté une intervention sur nos plans d'avenir à Istanbul, c'est ce qui a été présenté. Je vous recommande de consulter le travail très utile qui décrit les scénarios possibles qui pourraient se dérouler dans les 20 prochaines années. Je voudrais dire que les événements indiqués dans notre document ne vont pas forcément se dérouler.

Troisièmement, comme il me reste encore du temps, je vais parler des programmes d'utilité publique. Je sais que Charles va parler de ce sujet aussi. Nous avons investi dans les programmes d'utilité publique, donc CIRA ainsi que d'autres acteurs ont été très généreux de leur temps et nous ont conseillé sur la façon dont, en tant qu'opérateur de noms de domaine, nous pouvons rendre quelque chose à la collectivité. Et j'ai hâte d'entendre l'intervention de Charles.

Je voudrais conclure et confirmer qu'auDA continuera d'être dédié à l'ICANN, engagé envers l'ICANN, en Australie nous sommes

considérés comme étant une infrastructure utile et l'ICANN est une infrastructure critique pour le monde.

Je suis tout à fait prêt à répondre aux questions et je suis à l'écoute.

SOULEYMANE OUMTANAGA

Nous allons passer aux échanges avec le public, est-ce que vous avez des questions à poser à Alan Cameron ? C'est silencieux, que se passe-t-il ? Si personne ne pose de question, moi je vais en une petite : quelle pratique clef de gouvernance du registre .AU recommanderiez-vous aux ccTLD des pays en développement ?

ALAN CAMERON

Merci pour la question. C'est une question complexe pour moi parce que je n'ai pas d'expérience directe. Donc c'est une question difficile parce que je n'ai pas d'expérience de gestion de ce ccTLD dans un marché en développement.

Mais, ce qui me frappe, c'est que les opérateurs de registre ont des modèles complètement différents que les entités gouvernementales, en tout cas ceux que je connais dans le Pacifique, très souvent les problèmes de gouvernance, se qu'il se passe c'est lorsqu'un opérateur bien établi est confronté à des difficultés à cause de litiges. Donc il faut gérer ceci et l'ancien CA a dû gérer ce type de problème.

J'ai eu le plaisir d'arriver après. Nous avons passé beaucoup de temps à parler avec les parties prenantes, les investisseurs, les

opérateurs de registre, la société civile, etc., nous avons essayé de voir comment gérer les affaires dans ce type de situation.

SOULEYMANE OUMTANAGA

Merci de ce commentaire. Une question dans la salle ?

NON IDENTIFIE

Bonjour, je suis d'APTLD. Je voudrais vous remercier de la présentation. Vous avez fait référence à ce que vous essayez de faire, être le lien et vous avez parlé des acteurs importants. Quelles sont les histoires de succès où vous avez des liens qui ont été significatifs de manière à ce que les autres ccTLD puissent tirer des enseignements ?

ALAN CAMERON

Il faudrait que je vous parle de Rosemary Sinclair, qui a pris sa retraite. Elle a mis en place des liaisons avec toutes les parties prenantes en Australie. À la fin de la Covid, ces rencontres en ligne sont devenues des rencontres en présentiel. Il y avait des membres du personnel et parfois des cadres supérieurs qui ont passé beaucoup de temps à discuter de manière basique, en écoutant les préoccupations, en faisant des consultations sur les politiques et tout ceci a très bien fonctionné.

Mais ce que je n'ai pas expliqué, parce que cela prendrait plus de temps, c'est la question de l'adhésion. Donc il y a des garanties et, du point de vue technique, nous avions 8 membres en 2019 et nous avons effectué une campagne pour augmenter le nombre de

membres. Nous sommes arrivés à plus de 5000. Donc ce sont des personnes qui s'intéressent à auDA, qui sont informées par nous, même s'ils ne sont pas là de manière très active. Je vous encourage à ce type de stratégie de communication.

SOULEYMANE OUMTANAGA

Nous sommes limités dans le temps, cela fait 15 minutes. Nous tenons à remercier Alan pour sa brillante présentation et je vous demande de l'applaudir. Merci beaucoup.

Nous allons continuer avec le registre du Guatemala, .GT avec Heidy Hernandez.

HEIDY HERNANDEZ

Bonjour à tous. Je suis boursière de l'ICANN83, c'est une opportunité d'apprentissage et j'en suis très reconnaissante. Pour être honnête, je ne connais pas tous les acronymes, mais j'ai fait beaucoup de progrès. Quand j'ai commencé à travailler au ccTLD du Guatemala, je ne connaissais rien, je ne savais pas ce qu'était l'hébergement ni que l'ICANN existait.

Beaucoup d'entre vous le savent, cette expérience n'est pas un cas isolé, beaucoup de professionnels formés aujourd'hui qui ne savent pas comment fonctionne internet, ce qu'est un nom de domaine ni pourquoi c'est important. Voilà pourquoi, à ce stade, quand quelqu'un me demande ce que je fais, généralement je commence par dire : savez-vous ce qu'est un nom de domaine ?

Pouvoir connaître tout ceci a eu un impact sur la stratégie du ccTLD du Guatemala. Je vous parle un petit peu d'abord du pays, nous sommes un petit pays d'Amérique centrale, plus petit que l'État de New York. Nous avons eu deux prix Nobel. Nous sommes le pays au printemps éternel, manière très poétique de dire que la météo est extraordinaire.

Nous sommes également un pays de contradiction. Une étude montre qu'il y a plus de téléphones portables que de personnes et pourtant 60 % a accès à l'internet. Nous sommes un pays en développement qui évolue et se transforme constamment, voilà pourquoi les données nationales montrent que jusqu'à 30 % de tous les adultes sont impliqués dans une petite entreprise.

Cela peut sembler parfait pour un ccTLD, mais il y a un problème, la plupart de ces entrepreneurs n'ont pas de présence numérique officielle en dehors des réseaux sociaux. Pour eux, avoir un nom de domaine coûte cher, n'est pas nécessaire et c'est compliqué. C'est pourquoi nous leur avons demandé pourquoi il n'y a pas plus de personnes enregistrées au .GT. la réponse était : on ne comprend pas ce que cela peut nous apporter en termes de valeur.

Donc la conclusion est qu'il fallait créer un contexte qui rende ceci possible. Et donc c'est la formation qui a été notre première stratégie dans notre équipe de marketing. Nous avons donc décidé de changer d'approche et de gérer les faits. Nous avons fait un partenariat avec une université et avec d'autres acteurs avec

lesquels travaillait l'université pour créer un programme éducatif. À long terme, ils nous ont permis de mettre en place le programme.

Notre étude commence en 2020, au moment de la pandémie. Ce moment veut dire que beaucoup de noms ont été enregistrés. Tout le monde souhaitait mettre son activité dans le monde numérique. Mais, après cela, la croissance s'est interrompue, on ne savait plus quoi faire. Donc en 2022, nous avons effectué un partenariat avec une grande société de télécom en Amérique latine, Tigo, qui travaillait déjà des programmes pour faire évoluer les lieux défavorisés, ruraux, des pays. Donc ils avaient besoin de quelqu'un à contacter sur le sujet. Ils ont contacté l'université qui nous a contacté. Nous avons créé des webinaires et beaucoup de personnes adoraient. Nous nous sommes rendu compte qu'il y avait un besoin d'information. Donc nous avons décidé de travailler dans ce sens.

Et je voulais faire une petite expérience. C'est là qu'on a réfléchi au Cyber Monday, c'est une promotion qui a surtout lieu aux États-Unis et donc à un moment où il y a énormément de ventes en ligne. Six mois après, nous avons commencé à créer du contenu sur ce que c'était, comment faire une promotion, que pouvaient faire les entrepreneurs, nous avons envoyé des bulletins d'information, des vidéos, etc. Et au moment du Cyber Monday nous avons eu notre propre promotion. Nous avions un peu peur, nous ne savions pas si les gens allaient réagir et répondre à cette nouvelle chose, non connue au Guatemala, mais les résultats ont été impressionnants. Nous avons eu une augmentation de 100 % de renouvellement,

nous avons du mal à garder le rythme de renouvellements parce que les entrepreneurs travaillent sur leur propre affaire et ont autre chose à faire. Mais cette stratégie avait pour but de les ramener à nous. Quand on a vu les résultats, on s'est dit qu'il fallait continuer.

Un an plus tard, en 2023, nous avons créé une manifestation d'une semaine, la semaine de l'internet, et l'idée était donner accès à tous, dans tout le pays, de manière très ouverte, à cet événement pour les bases du commerce électronique, comment utiliser les différents outils. Nous avons eu plus de 200 participants. Pour nous c'était énorme parce que, à ce stade, c'est beaucoup plus que le nombre de domaines qu'on enregistre.

Un an plus tard, nous avons décidé de recommencer et nous avons doublé, grâce à beaucoup plus d'investissements en énergie, nous sommes passés à 400 participants. J'avais besoin de suivre cette convergence parce que, c'est bien de contacter des gens, mais qu'est-ce que cela veut dire en termes de CA. Nous avons donc créé un code de promotion que chaque participant recevait quand il s'inscrivait à l'évènement et on voulait voir s'il y avait une conversion. 25 % des personnes qui s'étaient inscrites à l'évènement ont enregistré un nom. C'est énorme pour nous.

Il faut continuer dans ce sens. Cette année, nous allons avoir notre troisième semaine de l'internet et nous espérons doubler les résultats. Comme je disais, l'idée était d'aider les gens à s'intéresser à l'internet. Voilà pourquoi nous avons relancé notre bulletin d'information qui, avant, était consacré aux questions

techniques, mais avec les nouveaux, il fallait revenir aux bases. Donc nous avons un webinaire, sur comment gérer un espace wordpress, cela peut paraître simple, mais pour des personnes qui ont du mal, même dans leur propre langue, à avoir accès à internet et à créer leur site, c'était une étape importante.

J'ai également été dans des écoles pour faire des ateliers, j'imagine que des adolescents ne vont pas enregistrer des noms de domaine, mais pour que le pays progresse, pour créer une véritable citoyenneté numérique, il faut commencer tôt. Donc pour les parents, pour élèves, les enseignants, pour qu'ils comprennent l'avenir il faut qu'ils aient une citoyenneté numérique, il faut qu'ils comprennent la protection des données, comment les données personnelles sont suivies par les sociétés. Et puis, le jour où ils deviendront entrepreneurs, ils demanderont un nom de domaine dans le .GT.

Nous avons des opportunités que nous avons ratées donc, maintenant, dans le cadre de l'université, nous sommes en lien avec les gouvernements, les entreprises, les étudiants en informatique. Et donc, petit à petit, nous avons été en contact avec ces personnes qui peuvent demander des noms de domaine. Donc le fait d'établir ces liens avec l'université nous a permis de créer tout un réseau, un réseau qui nous permet d'augmenter nos recettes à long terme.

Après 2020, nous avons dû réfléchir aux étapes suivantes. À la fin de la pandémie, l'idée est devenue claire, nous avons besoin de

créer une culture numérique dans tout le Guatemala. Cela nous a aidés à atteindre nos objectifs.

Ce que j'espère au cours de l'année à venir est que nous allons continuer notre semaine de l'internet et nous allons la faire dans les zones rurales. Nous souhaitons également créer des supports dans les langues autochtones, il y en a plus de 32 parlées au Guatemala et, pour la plupart, ils n'ont pas accès à des supports dans leur langue maternelle. Mais en avoir quelques-uns sera utile. Nous souhaitons également établir des partenariats avec les autorités locales et avec les entreprises détenues par des femmes. C'est une des manières pour créer un avenir qui soit durable et profitable pour tous.

Mais je vais être honnête, je souhaite que cet espace soit sécurisé. Tout ceci est très bien, mais je suis égoïste, mon objectif est que la prochaine fois que quelqu'un me demande ce que je fais, je ne demanderai plus si elle sait ce qu'est un nom de domaine, non, la personne le saura.

SOULEYMANE OUMTANAGA

Le public a applaudi, cela démontre le travail que vous faites au Guatemala. On va passer la parole au public pour les questions, s'il y en a.

OLGA CAVALLI

Je suis d'Argentine, membre du conseil ccNSO, je suis nommée par NomCom. C'est vraiment une très bonne intervention que vous

nous avez présentée. Je vous félicite ainsi que .GT. Pourriez-vous nous en dire plus sur le contenu en langue maya ? Est-ce qu'il faut des scripts différents ou est-ce que vous pouvez utiliser le même script que nous utilisons pour l'espagnol,

HEIDY HERNANDEZ

Merci pour cette question intéressante. Nous commençons notre travail dans ce domaine. Il y a deux langues que plus de 5000 personnes parlent, donc nous voyons des progrès. Cependant, certaines de ces langues mayas n'ont qu'une centaine de locuteurs et c'est un défi de pouvoir répondre à toutes les différentes attentes. Certaines de ces langues peuvent être écrites en alphabet latin et d'autres pas vraiment. C'est un travail en cours d'élaboration.

NON IDENTIFIE

Nous parlons de ces programmes que nous souhaitons mener dans les milieux ruraux, c'est un enjeu considérable dans les pays d'Amérique latine ?

HEIDY HERNANDEZ

Nous avons manqué des occasions dans les milieux universitaires. L'une des universités est près de la côte, l'autre dans les montagnes, donc avec les centres peut-être que nous pourrions atteindre davantage de gens dans les milieux ruraux et dans la capitale.

SOULEYMANE OUMTANAGA

Ensuite ?

EBERHARD LISSE

Je suis de Namibie. Peut-être que les États-Unis, le Texas par exemple sont comparables. Pourquoi devez-vous augmenter vos revenus ? Vous êtes une organisation sans but lucratif alors vous ne devez pas forcément faire plus de profits.

HEIDY HERNANDEZ

Nous ne sommes pas une organisation sans but lucratif, nous dépendons des revenus, nous devons recruter des gens, avoir de meilleurs locaux, obtenir des assurances pour nos salariés. Donc nous ne faisons pas partie d'une ONG, nous sommes une entreprise privée.

SOULEYMANE OUMTANAGA

Autre question ?

EVERTON T. RODRIGUES

Merci pour cette présentation.

CLAUDIA RUIZ

Il y a une question tout au fond.

SOULEYMANE OUMTANAGA

Une dernière question ?

EVERTON T. RODRIGUES

Merci. Vous avez parlé de la semaine internet, il y avait donc 200 participants pour la première série et ensuite 400. Avez-vous vu des personnes qui sont revenues la deuxième fois ? Voyez-vous une communauté qui se crée dans le cadre de cette semaine de l'internet ? Est-ce que l'information est transmise ?

HEIDY HERNANDEZ

Oui, il y a des participants, des étudiants un peu, mais la deuxième fois nous en avons vu davantage ainsi que certains des enseignants. Je crois que nous commençons à créer une communauté à l'université. Et nous espérons que quand ils rejoindront les entreprises, ils prêcheront la bonne parole du .GT.

SOULEYMANE OUMTANAGA

Toute dernière question, nous sommes en retard.

NON IDENTIFIE

Bonjour, je suis de auDA, en Australie. Merci pour cette très bonne intervention. Je m'intéresse à la participation des entrepreneurs en ligne. Comment cela se rapporte à la citoyenneté numérique ?

HEIDY HERNANDEZ

Nous avons constaté que beaucoup d'entre eux n'avaient pas de commerce en ligne parce qu'ils ne font pas confiance en l'internet

et le Guatemala est un pays en développement et le commerce en ligne repose sur la confiance, donc comment faire un achat en ligne et être sûr que le produit sera livré. Donc il y a beaucoup de craintes par rapport à l'internet, surtout parmi les anciennes générations. Donc si nous les habilitons et bien ils feront plus confiance à l'internet, ils auront plus confiance et cela aidera les entrepreneurs à augmenter leurs revenus et ils verront qu'il est nécessaire d'avoir un site web et ils auront plus confiance. Les consommateurs auront plus confiance. Donc, acquérir de la confiance envers internet si on le comprend.

SOULEYMANE OUMTANAGA

Merci beaucoup. On applaudit encore pour cette présentation. Merci. Du Guatemala, on va vers la Chine avec Antonia Chu.

ANTONIA CHU

Bonjour à tous. Je travaille au centre de coopération internationale et de politique. J'ai le plaisir de vous présenter nos travaux les plus récents sur la lutte contre l'usage malveillant du DNS. Je ne sais pas si vous connaissez notre organisation, le CNNIC est établi depuis 1997, il s'agit d'un opérateur et d'un administrateur de l'infrastructure internet en Chine.

Il y a 5 domaines dans lesquels nous intervenons, la gestion et le développement des ressources critiques, la protection des infrastructures internet, les technologies critiques de recherches et développement et les recherches dans le développement et

l'économie numérique et enfin la gouvernance de l'internet et la coopération internationale.

Au bout de 30 ans de développement, nous avons les principaux registres de ccTLD. Nous avons donc alloué des adresses IPv6, nous avons publié des appels à commentaire. Et, en 2024, le CNNIC a opéré 28 millions de domaines .CN.

Donc, nos services sont déployés sur 18 pays à travers le monde et 16 régions. Nous exploitons un système de domaine qui est considérable. Ils proposent des services généraux, une plateforme de surveillance des données. Et pour renforcer la sécurité nous avons un mécanisme de protection tel que de l'entiercement de données d'enregistrement back end et la récupération des données.

Nous sommes l'un des principaux contributeurs d'innovation et de normes techniques. Le CNNIC a participé activement à 16 publications de RFC IETF. Et nous avons participé à l'allocation d'adresses IP au fil des ans.

Depuis 1997 notre organisation a publié le rapport qui fait le plus autorité sur le développement de l'internet en Chine. Les données que nous avons publiées sont utilisées par l'UIT et la Banque Mondiale notamment. Selon notre rapport, le nombre d'utilisateurs de l'internet en Chine a plus de 1,2 milliard de personnes avec un taux de pénétration qui est très fort ;

Notre organisation a participé à de nombreuses organisations et a des forums de gouvernance de l'internet. Et nous avons un rôle considérable à jouer dans l'élaboration de normes.

Sur ce graphique, vous voyez les principaux événements et les forums auxquels nous avons participé au fil des ans.

La sécurité des noms de domaine entre dans le cadre de notre responsabilité sociale qui bénéficie à l'industrie, au secteur, et aux utilisateurs. Nous avons établi l'alliance chinoise contre le hameçonnage et l'utilisation malveillante du DNS. Nous avons éliminé plus de 400 sites web malveillants.

Par rapport aux tendances observées récemment, nous avons vu que les emails de hameçonnage représentent une proportion importante, la moitié viennent de l'extérieur et la moitié de l'intérieur. L'industrie est surtout celle de l'éducation qui est attaquée. Mais ceci évolue avec l'IA, un certain nombre d'emails de hameçonnage générés par l'IA sont devenus de plus en plus importants.

Conformément à ce que nous avons observé et à nos données, les principaux vecteurs de hameçonnage sont les pièces, jointes, les liens et les codes QR. Les voies principales sont les emails, les réseaux sociaux et les applis plateformes, les appels vocaux et les SMS. La lutte contre le hameçonnage doit être conjointe et ne doit pas être effectuée par les membres isolées de la communauté. L'année dernière, le CNNIC a mis en place un groupe de travail sur la lutte contre le hameçonnage sur internet, ce sont des opérateurs

de registre, des bureaux d'enregistrement, des fournisseurs de service d'adresse email, des institutions financières, des FSI, des universitaires et instituts de recherche et des sociétés de l'internet. Dans le cadre de groupe, il y a un mécanisme pour le partage de l'information et pour la coordination des mesures pour lutter contre les abus.

Vous avez sur cette diapo un survol du processus global de notre gestion des rapports d'abus. Généralement nous accueillons les rapports de parties tierces, nous avons également un système de surveillance, nous effectuons des enquêtes et analyses de données si les activités sont confirmées et si c'est confirmé nous agissons : suspension de domaine, blocage de site web et si le titulaire de nom de domaine est considéré comme étant mauvais acteur, il peut être mis sur liste de blocage pendant une période de temps.

C'est tout ce que j'avais à dire, je suis là pour répondre à vos questions, dans la salle ou en ligne. Merci.

SOULEYMANE OUMTANAGA

Merci, Antonia, de cette présentation portant sur la sécurisation du .CN avec une focalisation sur les abus. On prend les questions dans l'audience. Oui ?

PAULOS NYIRENDA

Merci. J'aimerais bien savoir quel est le processus à CENNIC, vous avez dit que vous fermiez des domaines lorsqu'il y a des problèmes

de hameçonnage, mais quelle est votre politique ? Quel est le processus pour supprimer un domaine à CNNIC ?

ANTONIA CHU

Pardon, vous voulez dire le processus de réception des rapports ? Ou le processus de gestion des rapports, une fois reçu le rapport de la partie tierce ?

PAULOS NYIRENDA

Comment gérez-vous le rapport ? Comment traitez-vous la suppression du domaine ?

ANTONIA CHU

Je comprends. Je le disais sur la diapositive, il y a deux sources majeures d'activités abusives. La première est le système de surveillance entretenu par nous et nous avons également des plateformes. C'est une partie tierce qui peut nous envoyer un rapport sur une activité abusive.

Quelle que soit la source, une fois qu'on a le rapport, notre équipe de sécurité va vérifier et investiguer pour confirmer si oui ou non ce qui a été signalé existe réellement. Nous avons un ensemble de règles qui sont publiées sur le site web, vous pouvez les voir. Si l'action malveillante est confirmée, notre équipe sécurité suit le processus et confirme quel est le type d'action malveillante qui a eu lieu et l'action ou la mesure à entreprendre. Par exemple si des informations illégales ont été publiées, un problème de fraude, nous supprimons en utilisant la fonction transfert interdit. Et puis

nous informons le titulaire du nom de domaine de cette mesure et nous lui demandons de nous contacter et de nous fournir les informations dont nous avons besoin s'il souhaite que son domaine soit remis en activité. Sinon, ce domaine restera au statut fermé, server hold.

J'espère que j'ai répondu à votre question.

SOULEYMANE OUMTANAGA La réponse vous satisfait-elle ?

PAULOS NYIRENDA Oui.

SOULEYMANE OUMTANAGA Merci beaucoup. Allez-y, Nick.

NICK WENBAN-SMITH Bonjour, je travaille avec la ccNSO, le volume de hameçonnage est important et intéressant. Le volume de hameçonnage est un problème qui existe partout, en termes de statistiques c'est le plus élevé, et puis vous avez un grand registre, donc vous avez beaucoup de domaines sur lesquels agir. Ma question est sur la gestion de l'ampleur, avez-vous trouvé des moyens pour réduire le temps de traitement de chaque cas ? Quel est le nombre de personnes dont vous avez besoin au registre pour faire ce travail très important et avez-vous des conseils aux autres registres qui

essayent de lutter contre le hameçonnage, en termes de ressources, de coûts, etc. ?

ANTONIA CHU

Oui, étant donné le nombre de DUM au .CN, il y a beaucoup de pression du point de vue du travail et en termes de ressources, cela ne suffit pas. Du point de vue technique les méthodes sont nécessaires et, comme je le disais, la lutte contre le hameçonnage ne peut être faite par un membre ou une entité de la communauté. Il faut avoir toute l'aide possible de la communauté et c'est ce que nous faisons, justement.

Je ne sais pas si vous le savez, mais l'enregistrement au point CN demande une vérification de l'identité des titulaires de noms de domaine, ce qui nous aide beaucoup parce que nous pouvons avoir des informations très précises, donc quand il y a des signalements d'abus, cela prend moins de temps, l'identification d'identité est faite, on a juste à confirmer si oui ou non l'activité signalée a existé. Et quand on obtient cette réponse, pour la plupart des signalements, notre système de surveillance nous fournit des résultats assez complets. Et ce n'est que pour la moitié de ces signalements que notre équipe technique sécurité va aller devoir confirmer cette action par elle-même. Donc généralement, je crois que le mécanisme est assez efficace. Mais, nous devons autant que possible faire appel au soutien de la communauté pour améliorer notre travail.

SOULEYMANE OUMTANAGA

Merci de la présentation, nous devons avancer. De la Chine, nous allons en Corée du Sud, avec Kim qui va nous parler de l'installation du troisième niveau du .R.

BOYOUNG KIM

Bonjour à tous. Je suis du .KR. Je vais vous parler de l'expansion du troisième niveau.

Donc dans le cadre de la structure du .KR. JE vais présenter d'abord la structure du .KR. Il a adopté cette structure au départ, il y a 33 lettres, le CO.KR, le OR.KR en 2006, l'enregistrement au deuxième niveau a été introduit dans le cadre du .KR. Nous le savons tous, les nouvelles technologies façonnent rapidement l'utilisation des noms de domaine, les TLD comme le AI, IT, IO, de plus en plus attirent l'attention dans différents secteurs et pas seulement dans le domaine de la technologie. En Corée, le nombre d'enregistrements dans le .KR est resté à 1,1 million avec un petit déclin au cours des récentes années.

Il n'y a pas eu d'introduction au troisième niveau depuis 2003, ce qui nous a montré qu'il était temps de changer. Nous avons donc effectué un sondage parmi les utilisateurs coréens de l'internet, avec plus de 7800 réponses, 84,5 % des réponses ont exprimé leur soutien pour la création d'un domaine nouveau dans le .KR. Ce résultat nous a donné confiance pour aller de l'avant.

Je vais maintenant vous parler de l'élaboration de politique en Corée. Elle est gouvernée par le cadre multipartite, l'entité de mise en œuvre et les décisions définitives de politiques sont approuvées par le gouvernement, mais il ne le fait pas seul. Il nomme un comité politique qui inclut des membres de la société civile, de l'industrie et de l'université. Ils élaborent la politique, il réexamine la politique avec la contribution du gouvernement.

Voilà un peu le calendrier, en mars 2024 le sous-comité a réfléchi au cadre de création des nouveaux TLD, les exigences minimales et les qualifications. Nous avons effectué un sondage dont le résultat a été partagé en avril 2024, sur la gestion des nouveaux domaines, sur les chaînes préférées. Il y a eu également une publication de la politique, des frais, du calendrier. En juin, troisième réunion, le comité a revu les politiques initiales d'enregistrement, y compris la politique en ligne pour les détenteurs de marque. Pendant l'IGF de Corée, en juin, nous avons présenté la proposition de politique et nous avons collecté le feedback. L'audience s'est exprimée en faveur de cette politique. En juillet, sur la base du feedback, le sous-comité a revu la proposition et en septembre 2024 le comité sur la politique de l'adressage sur l'internet a approuvé la création de nouveaux domaines.

Voici les grandes lignes de la nouvelle politique. Les nouveaux domaines, lancement en décembre 2024, les chaînes sont AI.KR, IO.KR, ME.KR. Les frais sont de 9500 yuans coréens, donc 6,5 USD. Tout particulier, toute entreprise avec une adresse en Corée peut enregistrer un nom de domaine. Seize noms de domaine sont

limités, conformément aux restrictions du CO.KR. La période d'enregistrement prioritaire pour les détenteurs de marque de commerce a été ouverte pendant trois mois pour éviter également tout cybersquattage. Pour assurer le succès, nous avons fait une promotion large pour contacter les différentes parties prenantes dans l'industrie. Nous avons inclus 726 organisations, les détenteurs de marque de commerce, une association coréenne, les autorités publiques, les associations de l'industrie, les bureaux d'enregistrement, nous avons créé des posters que nous avons distribués en ligne et hors ligne.

Par ailleurs, nous avons mené une campagne SMS ciblant la jeunesse et les utilisateurs. Nous avons lancé une bannière, nous avons aussi produit une vidéo de promotion qui a été publiée sur You Tube et à la télévision et nous avons publié des communiqués de presse dans 8 organes de presse.

La période d'enregistrement s'est déroulée du 3 décembre 2024 au 17 janvier 2025. Pendant cette période, nous avons reçu un total de 828 candidatures. Il faut souligner que beaucoup d'entreprises coréennes ont participé. 171 candidats ont déposé un dossier pour 4 noms de domaine utilisant des chaînes à marque déposée.

Le processus de vérification a connu quatre étapes. Tout d'abord les vérifications des bureaux d'enregistrement, faire en sorte que tous les champs soient remplis, confirmer le nom de domaine, qu'il soit composé uniquement de lettres, de chiffres et de tirets. Deuxième étape, il s'est agi de confirmer que le candidat est

détenteur de la marque. Troisièmement, vérifier la constance entre la marque officielle du registre et ce qu'il y avait sur la candidature. En cas d'ambiguïté, KISA a consulté un comité d'experts pour confirmer que tout était conforme. Et c'est à la suite de cette vérification que l'enregistrement pouvait se poursuivre.

Le 5 mars 2025, ce fut l'ouverture de la période d'enregistrement, près de dix mille nouveaux domaines, cela représente environ 1 % de la totalité en Corée. Cela représente l'intérêt du public en général, en Corée.

Pour conclure, la structure .KR est donc un rafraîchissement pour l'écosystème coréen, c'est une réponse à la demande du secteur en Corée et cela promeut l'innovation dans le domaine de l'identité numérique et nous souhaitons que notre environnement soit plus inclusif.

Merci de votre attention.

SOULEYMANE OUMTANAGA

Merci pour cette belle présentation. Je crois que vous avez eu l'applaudissement du public, ce qui témoigne du travail qui a été fait. Passons aux échanges avec le public, s'il y a des questions. C'est calme. Paulos ?

PAULOS NYIRENDA

Merci. Je viens de .MW, Malawi, j'ai une question sur l'augmentation des domaines de deuxième niveau. Donc quand les

domaines ne sont pas encore enregistrés par quelqu'un d'autre, est-ce que vous avez dû les racheter, le cas échéant ?

BOYOUN KIM

Désolée, pouvez-vous répéter la question ? Je n'ai pas bien compris.

PAULOS NYIRENDA

Par exemple, le .CO.KR, est-ce qu'il n'était pas enregistré par une autre personne ? Et s'il y avait déjà un titulaire, avez-vous dû le racheter ?

BOYOUNG KIM

Le deuxième niveau, nous l'avons bloqué.

SOULEYMANE OUMTANAGA

Y a-t-il une question dans le chat ou en ligne ?

CLAUDIA RUIZ

Il y a une main levée dans la salle Zoom, quelqu'un a levé la main.

SOULEYMANE OUMTANAGA

Donnons-lui la parole.

NON IDENTIFIE

Merci pour cette présentation très intéressante. Je voudrais savoir comment cette campagne de nouveaux noms de domaine a influencé les anciens noms.

BOYOUNG KIM

Quelle influence ont eu les nouveaux domaines sur les anciens, je n'ai pas vérifié cela, mais je crois qu'il n'y avait pas vraiment de mouvement ou d'intérêt. Les gens avaient déjà ce dont ils avaient besoin. Il a fallu rafraîchir les choses pour attirer de nouvelles personnes. Notre campagne s'est concentrée sur les nouveaux domaines.

SOULEYMANE OUMTANAGA

On applaudit une dernière fois l'orateur et nous allons voyager vers le Canada.

CHARLES NOIR

Bonjour, je suis vice-président de la communauté investissement, politique et plaidoyers. Merci de m'accueillir, je vais vous parler du programme CIRA Net Good. Je vais me concentrer sur un projet en particulier qui s'intitule CommuniFI, il apporte beaucoup à Ottawa, notre capitale, où est basé CIRA. Je vais vous parler des projets, de l'initiative elle-même et je vous parler des effets que nous voyons déjà.

Comment CIRA soutient l'investissement de la communauté ?
Nous générons des revenus par le biais de .CA et nous sommes une

organisation sans but lucratif, donc nous réinvestissons dans la communauté dans laquelle nous sommes implantés.

Notre programme a trois piliers essentiels : élargir l'infrastructure internet, améliorer la sécurité en ligne et soutenir la politique. Nous avons comme pierre angulaire un programme de subventions, d'aides financières qui nous aide dans notre mission, à savoir bâtir un internet digne de confiance pour toutes nos communautés.

C'est en 2014 que notre programme a été lancé, nous avons investi dans de nombreux projets qui améliorent la situation de l'internet au Canada.

Au Canada, nous avons des communautés rurales, urbaines, autochtones et nous avons aussi les étudiants et ces aides financières sont disponibles aux différentes institutions, donc les œuvres caritatives, les universités, les différents établissements d'instruction et les communautés autochtones.

Au Canada il reste de nombreux défis à relever concernant la connectivité. Et c'est là que CIRA entre en eux. Nous sommes l'une des seules ONG qui finance et qui intervient dans cet espace. Nous avons, grâce à notre modèle, eu un impact considérable et nous avons un système de valeur qui nous rend fiers de faire notre travail au quotidien et nous avons aussi la possibilité d'attirer des personnes qui sont soucieuses de notre rôle dans la responsabilité sociale. Nos valeurs sont partagées avec toutes les personnes avec

qui nous travaillons et nous pouvons recruter les meilleurs talents au Canada et ailleurs.

Je voudrais me concentrer sur un projet qui est proche de moi à Ottawa. Il soutient Net Good. CIRA est basé au centre-ville et nous nous concentrons sur les quartiers les moins desservis. Au Canada, plus de 800 mille personnes n'ont pas accès à un internet rapide en dépit des investissements, donc nous soutenons les communautés du nord, rurales et les communautés autochtones. Pour notre dixième anniversaire, nous avons mené une action en faveur du comblement de ces fossés.

Nous avons établi des liens avec trois communautés mal desservies, plus de 3 000 résidents et des personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté. Les compétences numériques sont rares à trouver et c'est pour cela que nous avons lancé un pilote de deux ans pour fournir un accès wifi gratuit au centre d'Ottawa pour contrer cette exclusion numérique. Ce projet est vraiment particulier, nous avons des partenaires, deux organisations sans but lucratif, deux agences municipales, l'autorité de logement qui fournit de l'électricité aux bénéficiaires du projet et il y a une autorité qui offre le transport gratuitement. Donc c'est une collaboration au niveau de la collectivité pour permettre l'équité numérique.

Ce projet va au-delà du financement, CIRA va au-delà du financement. Donc nous avons ciblé les menaces de hameçonnage, de logiciels malveillants, les attaques botnet notamment.

CIRA a rejoint ce projet en décembre 2023 et à partir de l'année d'après, nous avons rencontré le succès que nous visions. Nous avons ciblé des régions où le besoin était fort. Et au cours des 6 premiers mois, deux mille appareils ont été connectés au réseau gratuit. Et la deuxième phase sera d'élargir notre action à 10 autres communautés dans un périmètre de 5 kilomètres.

Cette diapositive est claire, nous pensons que CommuniFI fait la différence, les résidents ont désormais accès, entre autres, à une clinique de santé pour les visites d'urgence. Il y a une aide sur place pour leurs impôts, un accès internet pour apprendre, se socialiser, pour être informé, quoi que l'on fasse, qu'on attend sa lessive, etc. Tout le monde se sent plus inclus dans la vie locale, c'est donc un système qui promeut l'inclusivité.

Je voulais vous montrer une photo de deux résidents qui vivent dans cette communauté et qui profitent de ce service à l'extérieur, juste à côté des bâtiments.

L'impact de CommuniFI a transformé la situation, dès le début, c'est un projet que CIRA est fier d'appuyer, c'est quelque chose qui est parti de la base, qui répond à un réel besoin et qui livre des résultats. Pour nous c'est l'idée même, de permettre à des idées prometteuses de devenir réalité. Les familles à bas revenus ont pu être impliquées dans l'économie numérique, le plan fonctionne et il peut être étendu.

Ce qui manque, c'est davantage de soutiens à l'échelle, pour voir de nouveaux projets, peut-être un peu partout dans le pays. C'est

une première étape, cela fonctionne, mais il y a encore beaucoup de travail à faire.

Ceci étant, si vous avez des questions par rapport au projet ou si vous souhaitez parler d'équité numérique dans votre pays, n'hésitez pas.

SOULEYMANE OUMTANAGA

Merci beaucoup pour le Canada. Et je pense qu'il y aura beaucoup de questions. C'est à vous.

JORDAN CARTER

Merci. Bonjour, Charles. Une question par rapport à votre dernier point, l'enjeu, passer à l'échelle, avoir un impact, je ne sais pas si CIRA a les moyens financiers de lancer quelque chose de plus large dans la communauté, mais CIRA a-t-il demandé au gouvernement de financer ce type de chose ?

CHARLES NOIR

Oui, tout à fait. C'était l'opportunité d'investir davantage dans un projet, plus qu'on ne le fait d'habitude, cette opportunité s'est présentée avec comme objectif de montrer que cela peut fonctionner, que si on a les bons partenaires, si on peut connecter au dernier kilomètre et si on a des organisations, par exemple les logements, les abris, etc., dans ce cas, vraiment, les petits investissements peuvent avoir un gros impact.

Pour l'instant nous ne travaillons pas directement avec les autorités publiques, avec cette ville qui est impliquée, nous espérons diffuser le message. On ne sait pas qui va l'entendre, mais on essayer de rassembler des partenaires qui pourront regarder le projet, voir que cela fonctionne et voir que cela a l'impact qu'on souhaite avoir pour qu'ils puissent réfléchir à investir, à l'avenir, dans d'autres initiatives.

SOULEYMANE OUMTANAGA

Des questions sur Zoom ? Ou dans la salle ?

CLAUDIA RUIZ

Je crois qu'il y avait des questions pour l'intervenant précédent. Il y en a une qui a été tapée dans le chat.

SOULEYMANE OUMTANAGA

Allez-y.

CLAUDIA RUIZ

Question de Subram Saran pour Boyoung : il est toujours bon d'innover, qu'est-ce qui a été fait pour que le troisième niveau soit accepté par les moteurs de recherche ?

BOYOUNG KIM

Je ne crois pas qu'il y ait de procédure spécifique, mais je vais vérifier et je répondrai plus précisément à votre question. Merci.

SOULEYMANE OUMTANAGA

Une dernière question, pour que nous puissions clore cette session de 90 minutes.

ALEJANDRA REYNOSO

Bonjour à tous. Je voulais vous faire un petit point sur certaines conversations et évolutions qui sont en cours concernant les révisions et les dernières résolutions du CA dans ce domaine.

Le conseil de la ccNSO a écrit au CA de l'ICANN en exprimant nos préoccupations par rapport aux révisions qui se chevauchent et, en mai, le CA a confirmé que le programme d'amélioration continue allait progresser comme prévu et donc les révisions organisationnelles sont reportées tant que le programme CIP n'a pas terminé son travail.

La révision pilote holistique s'est terminée et les activités, la participation, le dialogue de la communauté sur les révisions se poursuit. Donc renouveler le report de l'ATRT4 en attendant le dialogue communautaire qui informera les étapes à suivre. La révision sur la stabilité et la résilience et la sécurité a été reportée également, ainsi que le RDS, révisions qui sont toutes spécifiques, en attendant que le dialogue de la communauté définisse les étapes suivantes.

Le CA attend de voir avec la communauté comment améliorer le système de révision de l'ICANN. Quelques observations. Le conseil de la ccNSO et le CA sont d'accord pour le report de l'ATRT4, le

report des révisions organisationnelles et autres révisions spécifiques, ceci n'est pas conforme aux exigences statutaires de l'ICANN, nous sommes d'accord là-dessus. Donc en tant que communauté nous sommes confrontés à certains enjeux. Premièrement il faut améliorer le système de révision et également mettre un terme aux incohérences avec les statuts de l'ICANN.

L'idée serait d'utiliser l'ATRT4 pour revoir les révisions, certains pensent que c'est une bonne chose, mais je ne suis pas d'accord parce que l'ATRT4 est inscrite dans les statuts de l'ICANN. Si l'ATRT devait simplement considérer les révisions, ce serait encore une fois une incohérence avec les statuts de l'ICANN.

Par rapport aux étapes suivantes, pour faire le suivi par rapport à la réunion avec les présidents SO et AC, nous nous sommes réunis ce matin pour en parler et la voie possible serait d'effectuer un changement des statuts. Cet amendement aux statuts aurait deux objectifs : suspendre le calendrier pour les révisions existantes et lancer une focalisation sur les révisions avec une date butoir précise. La révision des révisions doit être limitée dans le temps, si cette révision focalisée des révisions ne se terminait pas à la date définie, ce serait à ce moment-là encore une incohérence aux statuts. Il faut que ce processus soit focalisé, que l'ampleur soit prédéfinie.

Le conseil de la ccNSO en parlera davantage demain, donc ce sont des nouvelles toutes fraîches d'aujourd'hui. Donc, s'il vous plait, pensez-y, et n'hésitez pas à discuter avec moi, avec Jordan, avec

Chris Disspain qui étaient également présents à la réunion ce matin.

Je sais qu'il nous reste encore 5 minutes, je ne sais pas si cela permet peut-être de poser quelques questions, mais il serait bon de réfléchir d'abord un peu, mais si vous avez des questions maintenant, pas de problème. David ?

DAVID MCAULEY

Pouvez-vous répéter, c'était avec qui cette réunion de ce matin ?

ALEJANDRA REYNOSO

Les présidents SO et AC, donc un suivi de la table ronde dimanche.

ROELOF MEIJER

Je comprends bien le dilemme, je comprends par rapport à ce que vous prévoyez pour la suite, mais étant donné le réexamen du SMSI+20, les questions de l'efficacité du modèle multipartite, n'y a-t-il pas un risque quand même de mauvaise interprétation de pourquoi on ne respecte pas les statuts de l'ICANN et pourquoi on veut les changer. Du coup, est-ce que certaines parties ne vont pas se poser des questions sur nos intentions et est-ce que ce ne sera pas d'une certaine manière prouver que le système ne fonctionne pas ?

ALEJANDRA REYNOSO

L'idée est de ne pas se retrouver dans cette position. Donc voilà pourquoi nous souhaitons changer les statuts, pour justement être

cohérents. Alors que faire les révisions c'est un peu, justement, montrer qu'il y a quelque chose ne fonctionne pas, parce que si on ne suit pas nos propres règles, de toute évidence, cela peut être considéré comme mauvais.

ROELOF MEIJER

Oui, je comprends la logique, mais cela peut être interprété comme un président qui a fait ses deux mandats ; il veut en faire un troisième et un quatrième, donc on change la règle qui le force à partir au bout de deux mandats. Donc maintenant on va arrêter les révisions, on ne fait pas ce que disent les statuts, donc on va changer les statuts. Je sais que ce n'est pas l'intention, mais cela peut être interprété comme ça.

JORDAN CARTER

Je comprends absolument ce que vous dites. Le problème c'est que la décision du CA est prise, on ne peut pas revenir en arrière et donc ce qu'a proposé Alejandra c'est la manière la plus rapide de retrouver la conformité avec les statuts. Deuxièmement, les révisions dont on parle ne font pas partie des statuts fondamentaux de l'ICANN, il y a les statuts standards, mais il y a quand même le processus de la communauté habilitée qui nous permet d'avoir une opportunité d'apporter un commentaire.

C'est différent des mandats présidentiels. Si la communauté pense que ce n'est pas bon, on pourra s'exprimer. Donc voilà un peu comment fonctionne le cadre de redevabilité, il s'applique, ce n'est

pas simplement proposer de manière très vaste de changer les choses.

Mais il vaut mieux peut-être être en infraction à court terme et trouver une solution à long terme.

Donc voilà, réfléchissez-y, c'est ce qu'on vous demande. Et si vous avez d'autres réflexions, ce soir ou demain, n'hésitez pas à nous dire, parce que de toute évidence, le processus va durer plusieurs jours pour changer les statuts, il y aura aussi, si le conseil est d'accord, une période de commentaires publics. Donc cela prend du temps.

ALEJANDRA REYNOSO

Bruce ?

BRUCE TONKIN

Effectivement, essayer de se précipiter pour apporter des changements ad hoc aux statuts, c'est quelque chose qui ne se fait pas comme ça, de manière aléatoire ; il faut faire ceci avec sérieux. Lorsque je lis les statuts sur l'ATRT, il n'y a rien qui dise qu'il faut passer deux ans sur une révision et cinq ans sur la mise en œuvre, je pense qu'on peut faire la révision en trois mois, entre deux réunions de l'ICANN, si tout est ciblé et limité dans le temps. Se dire : aujourd'hui nous avons besoin de votre point de vue, forum public, quelle est votre opinion, on se rencontre, on fait des recommandations, on fait des commentaires et on avance. De

manière assez légère, on peut continuer à améliorer. Je crois que c'était l'objectif des statuts à la base.

ALEJANDRA REYNOSO

Merci, Bruce. Mais nous arrivons à court de temps, nous pouvons poursuivre cette conversation tout à au long de la journée, donc si vous me voyez, Chris ou Jordan, veuillez nous contacter. Je rends la parole à Souleymane.

SOULEYMANE OUMTANAGA

Merci. Nous arrivons au terme de cette session riche en enseignements et perspectives concrètes. Je tiens à remercier chaleureusement chacun des intervenants pour la qualité de leur contribution ainsi que vous tous pour votre attention et vos questions. Au plaisir de poursuivre cette discussion au sein de la communauté ccNSO. Merci et à bientôt.

[FIN DE TRANSCRIPTION]